

RAPPORT N° 2022/2-05
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET : MAPA – RENOUELEMENT DU RESEAU AEP PROGRAMME 2022 – LOT N° 1 à 2 - -Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La présente opération s'inscrit dans le cadre des Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable des communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie et des diagnostics des délégataires.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- La Modernisation et l'amélioration du rendement de réseau : il s'agit dans un premier temps de remplacer les canalisations fuyardes et de procéder à la pose de nouvelles vannes de sectorisation ;
- La préservation des ressources exploitées par la diminution des volumes prélevés compenser par la limitation des pertes sur les réseaux ;
- La distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur, en toutes circonstances.

L'amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les fouilles en tranchée ;
- La pose de canalisations et d'équipements hydromécaniques ;
- Le report des branchements particuliers ;
- La suppression des réseaux vétustes ;
- La réfection de tranchée et trottoirs.

La procédure de consultation en vue de la passation de ce marché s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Procédure : procédure adaptée (Art. R. 2123-1 du code de la commande publique).
- Allotissement, Désignation, Délai et Coût prévisionnel :

DCE	RENOUELEMENT RESEAU AEP 2021	Délai de préparation (PP)	Délai de travaux (T)	Montant (€ HT)
LOT 1	o Rue Melvil Commins o Rue de la Croix Rouge o Rue Pierre Marinier o Rue Marechessaux o Rue de l'Alambic	2 mois	6 mois	720 000,00
LOT 2	o Impasse Bancouli o Rue des Œillets	2 mois	3 mois	350 000,00

- Type de marché : Travaux
- Avis de marché transmis pour publication le 18 janvier 2022.
- Date limite de remise des offres fixée au 28 Février 2022 à 12h00

Il a été procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

Pour le lot 1 :

CANDIDAT	MONTANT OFFRE € HT
Runeo / SBCV (Co-traitant)	649 375,86 €
GTOI	648 906,00 €
SARL SAMNA	398 784,00 €
FEN-TP	535 042,00 €
HYDROTECH	604 900,00 €
SAS AUSTRAL AMENAGEMENT & DEVELOPPEMENT	603 756,20 €
SARL AR.B.RE	602 367,44 €

Archivage en préfecture
20220408-BC2022-2-05-DE
Date de transmission : 14/04/2022
Date de réception en préfecture : 14/04/2022

	VAR 1 : 608 421,44 € VAR 2 : 617 161,44 €
TPROI	644 562,00 €
OUEST BTP	710 629,80 €
CISE REUNION / Servant terrassement (Sous-Traitant)	632 568,00 €

Pour le lot 2 :

CANDIDAT	MONTANT OFFRE € HT
VIDANGE OI	346 326,00 €
A3TN	348 712,10 €
PICO OI	346 213,70 €
SARL SAMNA	172 529,00 €
FEN-TP	252 175,00 €
HYDROTECH	308 542,00 €
SAS AUSTRAL AMENAGEMENT & DEVELOPPEMENT	275 523,30 €
SARL AR.B.RE	BASE : 310 402,30 € VAR 1 : 304 652,30 € VAR 2 : 307 924,30 €
TPROI	303 984,00 €
OUEST BTP	339 729,80 €
CISE REUNION	278 383,00 €

Après avoir constaté que l'ensemble des candidats avaient remis les pièces de candidatures requises et après examen des capacités professionnelles, techniques et financières, l'ensemble des candidats ont été retenues.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer les lots 1 et 2 aux prestataires ayant présenté les offres les plus économiquement avantageuses au vu des critères de jugement fixés au règlement de la consultation (valeur technique 45 %, et prix 55%)

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'eau en section investissement ; Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Renouvellement du réseau AEP – Programme 2022 – Lot n° 1 à 2 »,
- attribuer les marchés de travaux précités et pour les montants ci-après :

Pour le lot n°1 : Groupement RUNEO / SOCIETE BOURBON CONSTRUCTION VRD (SBCV) (Co-Traitant PME LOCALE, siégeant à Saint Paul)

Répartition globale du marché entre les différents membres du groupement :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
RUNEO	103 120,86€ (15,88%)
SBCV	546 255,00 € (84,12%)
TOTAL	649 375,86 €

Pour le lot n°2 : CISE REUNION

ENTREPRISE	MONTANT € HT
CISE REUNION	278 383,00 €

- m'autoriser à signer les marchés de travaux précités, avec les prestataires retenus.

- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974239740119-20220408-BC2022-2-05-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

DECISION N°2022/2-05
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022

OBJET : MAPA – RENOUVELLEMENT DU RESEAU AEP PROGRAMME 2022 – LOT N° 1 à 2 - -Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-05 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-05-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Renouvellement du réseau AEP – Programme 2022 – Lot n° 1 et 2 ».

ARTICLE 2

D'attribuer les marchés de travaux précités

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux précité, avec ces prestataires retenus et pour les montants ci-après :

- Pour le lot n°1, avec le Groupement RUNEO / SBCV (Co-Traitant PME LOCALE)

Répartition globale du marché entre les différents membres du groupement :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
RUNEO	103 120,86€ (15,88%)
Cotraitant SBCV	546 255,00 € (84,12%)
TOTAL	649 375,86 €

- Pour le lot n°2, avec l'entreprise CISE REUNION, pour le montant ci-après :

ENTREPRISE	MONTANT € HT
CISE REUNION	278 383,00 €

ARTICLE 4

D'autoriser le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-05-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022